



Perspectives chinoises

2008/1 | 2008
Sport et Politique

La représentation nationale de la China et la question des deux Chine dans le mouvement olympique

Le cas de la participation de Pékin aux jeux Olympiques de 1952 à Helsinki

Xu Guoqi



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/3693>
ISSN : 1996-4609

Éditeur

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 6 janvier 2008
Pagination : 19-29
ISSN : 1021-9013

Référence électronique

Xu Guoqi, « La représentation nationale de la China et la question des deux Chine dans le mouvement olympique », *Perspectives chinoises* [En ligne], 2008/1 | 2008, mis en ligne le 01 mars 2011, consulté le 06 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/3693>

La représentation nationale de la Chine et la question des deux Chine dans le mouvement olympique

Le cas de la participation de Pékin aux jeux Olympiques de 1952 à Helsinki ⁽¹⁾

XU GUOQI

Cet article, à travers l'étude du cas de la participation de Pékin aux jeux Olympiques de 1952 à Helsinki, offre une analyse historique cruciale pour comprendre l'actuelle obsession olympique de la Chine et le conflit toujours actif entre Pékin et Taipei sur la question de la représentation nationale. Il démontre que tant la forte campagne menée par Pékin pour obtenir les Jeux de 2008 que le débat sur la question de savoir qui doit ou ne doit pas représenter la Chine ne sont pas nouveaux et prennent leurs racines dans les controverses passées.

Pour les 29^e jeux Olympiques, Pékin avait de nombreux projets ambitieux, comme le relais de la torche, qui aura parcouru la plus longue distance, couvert la zone la plus étendue et impliqué le plus grand nombre de participants de toute l'histoire olympique. La flamme olympique a même atteint l'Everest. Pékin a aussi conçu pour sa torche un *design* dit « des nuages de bon augure » et choisi respectivement pour thème et slogan du relais « le voyage de l'harmonie » et « allumer la passion, partager le rêve ». Cependant, les autorités de Taiwan ont fermement rejeté le plan de Pékin pour la torche et refusé l'autorisation au « nuage de bon augure » d'atteindre Taipei, déclarant qu'elles ne partageaient pas le « rêve » de Pékin et sa conception de « l'harmonie ».

Pourquoi les autorités de Taipei ont-elles pris ombrage du plan de Pékin pour le relais de la torche ? La réponse doit être cherchée dans la question de la représentation nationale et dans le refus de Taiwan d'être considéré comme une partie de la Chine. Nombreux sont ceux qui pourront être déroutés par l'évidente politisation de cet événement sportif. Peu se rendent cependant compte que la dispute Pékin/Taipei sur la question de savoir qui représente la Chine n'a rien de nouveau et qu'elle a envenimé le mouvement olympique depuis le début des années 1950. Il y a

néanmoins une différence majeure entre le conflit initial qui dura des années 1950 aux années 1980, et celui qui sévit aujourd'hui. À l'époque, Taipei et Pékin admettaient qu'il n'y avait qu'une seule Chine et le différend portait sur la question de savoir qui la représentait. Ainsi, lors des jeux Olympiques de Rome en 1960, quand le Comité international olympique imposa aux représentants de Taipei de défiler sous le nom de Taiwan lors de la cérémonie d'ouverture, les intéressés protestèrent en brandissant une pancarte « *Under protest* » (Nous protestons) pour rappeler au monde qu'ils voulaient représenter la Chine et non Taiwan.

Lors des jeux Olympiques de Montréal en 1976, quand le gouvernement canadien demanda à Taipei de participer aux Jeux sous ce même nom de Taiwan, les autorités de l'île préférèrent se retirer des Jeux plutôt que d'accepter. Cependant, la situation a bien changé depuis les années 1990 avec les efforts de Taipei, particulièrement marqués sous le règne du Parti démocrate progressiste (PDP), pour tenter de créer une identité taiwanaise propre, supprimant même toute référence à la Chine. Le fiasco du relais de la torche illustre clai-

1. Cet article est adapté du livre de Xu Guoqi : *Olympic Dreams: China and Sports, 1895-2008* (Rêves olympiques : la Chine et le sport, 1895-2008) paru chez Harvard University Press en mai 2008.

rement cette nouvelle obsession de Taiwan et du PDP de ne vouloir partager aucune identité avec Pékin.

Cet article aborde la question de la première participation de la République populaire de Chine (RPC) aux jeux Olympiques, en 1952, et l'arrière-plan historique du conflit Pékin/Taipei au sujet de la représentation nationale dans le mouvement olympique. En expliquant pourquoi la RPC nouvellement créée décida de prendre part aux Jeux d'Hel-sinki en 1952, comment le Comité international olympique et Taipei répliquèrent à ce projet, et quelles furent les implications de la participation de Pékin, cet article s'appuie sur des archives accessibles depuis peu et qui éclairent le débat sur la représentation de la Chine dans le mouvement olympique. Il décrit l'arrière-plan historique de la dispute entre Pékin et Taipei au sujet de la représentation nationale et, au-delà, explique aussi que l'obsession de Pékin pour les Jeux n'est pas nouvelle, puisque la toute jeune RPC montra dès l'origine un puissant intérêt pour le mouvement olympique.

La décision de Pékin de prendre part aux jeux Olympiques de 1952

Pour Pierre de Coubertin, fondateur des jeux Olympiques modernes, l'olympisme fut établi dans un esprit d'ouverture, résumé par la formule « tous les jeux, toutes les nations ⁽²⁾ ». Lors du conflit sur la participation de la Bohême et de la Finlande aux Jeux de 1912, Coubertin rappela aux protagonistes qu'il existait une « géographie du sport », « bien distincte de la géographie politique » ⁽³⁾. Mais il était peut-être trop optimiste. Pris individuellement, les gouvernements montraient peu d'empressement pour cet idéal élevé dès lors que des intérêts politiques ou des questions de légitimité entraient en jeu. Certains États ne firent aucune concession à l'heure de négocier avec le mouvement olympique. Ce fut le cas de la Grande-Bretagne lorsqu'elle refusa de laisser l'Irlande participer indépendamment à la VII^e olympiade, en 1920. Les athlètes irlandais répliquèrent en refusant de participer sous le drapeau britannique ⁽⁴⁾.

En réalité, jusque peut-être au début des années 1990, le Comité international olympique (CIO) affirmait qu'il reconnaissait des Comités nationaux olympiques (CNO), et non des États-nations. Dès lors, le CIO pouvait en principe certifier un CNO pour tout territoire. Ainsi, au titre des territoires des États-Unis, il y avait trois comités nationaux: l'USOC (United States Olympic Committee), le CNO de Porto Rico et celui de Guam. Au titre de l'empire britannique, il y avait aussi de multiples CNO certifiés par le

CIO, y compris celui de Hong Kong. Les meilleurs exemples dans ce domaine sont sans doute la certification par le CIO de deux comités coréens (la Corée du Nord et la Corée du Sud) et de deux allemands (l'Allemagne de l'Est et l'Allemagne de l'Ouest) ⁽⁵⁾. Cependant, ce principe éprouvé du CIO a connu une grave crise quand a été posée la question de la participation de Pékin/Taipei au mouvement olympique. Pendant les 30 ans qui suivirent la fondation de la RPC en 1949, alors que le gouvernement nationaliste avait fui à Taiwan, Pékin et Taipei usèrent du sport comme d'un moyen important pour revendiquer leur légitimité politique aux yeux du monde. Chacun des deux gouvernements, affirmant représenter la Chine, fit son possible pour bloquer l'admission de l'autre dans la famille olympique. Des disputes concernant leur admission respective perturbèrent le mouvement olympique pendant de nombreuses années. Le problème était si pesant que trois décennies plus tard, le chancelier du CIO, Otto Mayer, s'en plaignit en ces termes : « La querelle des deux Chines a été, depuis 1954, le plus lourd fardeau de l'olympisme ⁽⁶⁾. »

Pourquoi la question chinoise est-elle aussi délicate à gérer pour le CIO ? Il est impossible de balayer ici tout le spectre des réponses possibles, mais on peut souligner quelques différences essentielles entre cette question et les autres conflits mentionnés plus haut. Tout d'abord, pendant la période qui va de 1949 à la fin des années 1970, Pékin et Taipei pensaient tous deux qu'il n'y avait qu'une seule Chine et combattaient chacun ardemment l'entrée de l'autre dans la famille olympique. Le cœur de leur conflit était de savoir qui des deux représentait la nation chinoise. Chaque partie déclarait incarner le gouvernement légitime de la Chine et rabaisait l'autre au rang de simple prétendant. Tous deux juraient que le gouvernement légitime ne laisserait jamais le gouvernement « rebelle » jouer un quelconque rôle dans les organisations internationales (*han zei bu liang li*). Deuxièmement, les gouvernements avaient établi un lien entre participation au mouvement olympique et légitimité politique, et semblaient ne pas

2. P. de Coubertin, *Olympic Memoirs*, Lausanne, International Olympic Committee, 1997, p.126.

3. *Ibid*, p.138.

4. *The New York Times*, 21 juillet 1920.

5. Pour une excellente étude sur le cas de Porto Rico, voir John MacAloon, « La Pitada Olympica : Puerto Rico, International Sports, and the constitution of politics », in Edward M. Bronner (éd.), *Text ; Play and Story : the Construction and Reconstruction of Self and Society*, Prospect Heights, Waveland Press, 1988, p. 315-355. Pour l'étude la plus récente sur le cas des deux Corées, voir Brian Bridges, « Reluctant Mediator: Hong Kong, the Two Koreas and the Tokyo Olympics », *International Journal of the History of Sport*, vol. 24, n° 3, mars 2007.

6. Allen Guttmann, *The Games Must Go On: Avery Brundage and the Olympic Movement*, New York, Columbia University Press, 1984, p. 145.

prendre en compte les principes olympiques et les règles du CIO. Cette façon de penser explique pourquoi Pékin et Taiwan ont revendiqué de façon aussi intense leur place dans le mouvement olympique et pourquoi ils ont utilisé les Jeux pour consolider leur légitimité dans la communauté mondiale. L'incompétence et l'inconséquence avec lesquelles le CIO a traité ses membres chinois n'a fait que rendre plus aiguë la question de la représentation de la Chine.

L'année 1949 devait être un pivot de l'histoire chinoise avec l'arrivée au pouvoir des communistes. De leur point de vue, la République chinoise avait cessé d'exister dès lors que le gouvernement communiste avait été établi en Chine continentale. Quant à Taiwan, ce n'était qu'une province renégate qui n'avait aucune raison d'exister au sein des fédérations sportives internationales ou de la famille olympique.

À leur arrivée au pouvoir, les communistes ne connaissaient pas l'olympisme, ou ne s'y intéressaient pas beaucoup. Peut-être ne savaient-ils pas que la Chine avait été membre du mouvement olympique pendant de nombreuses années ; ils n'avaient pas même conscience que des trois délégués chinois du CIO, l'un, Dong Shouyi, avait choisi de rester en Chine continentale après 1949⁽⁷⁾. Les plus hauts dirigeants communistes étaient occupés à consolider leur pouvoir, à construire une nation et à faire la guerre aux États-Unis en Corée, si bien que les futurs jeux Olympiques d'Helsinki ne faisaient pas partie de leurs préoccupations, et peu leur importait de savoir si la Chine pouvait avoir un rôle à y jouer. Si l'Union soviétique n'était pas intervenue, la République populaire de Chine ne se serait sans doute pas intéressée avant bien longtemps aux Jeux. Mais, heureusement pour Pékin, les Soviétiques soulevèrent la question assez tôt pour que le gouvernement communiste pût participer, même s'il ne put en fait pas concourir, ses athlètes étant arrivés trop tard.

À ce stade, Pékin, qui n'avait pas mis sur pied la moindre commission sportive, se reposa sur la Ligue communiste de la jeunesse. Ce n'est qu'ultérieurement, après avoir pris part aux Jeux d'Helsinki que Pékin pensa à l'utilité d'établir une fédération sportive séparée. À leur retour de Finlande, les représentants de la Ligue communiste de la jeunesse avaient préparé pour Liu Shaoqi, le numéro deux du système communiste, un bilan de la participation de la Chine aux jeux Olympiques d'Helsinki, suggérant que Pékin établisse une commission sportive de niveau ministériel dirigée par un haut responsable de rang équivalent à un vice-Premier ministre. Cette suggestion fut acceptée et He Long, un militaire, en assura la direction⁽⁸⁾.

Pourquoi l'URSS s'était-elle intéressée à la participation de

Pékin ? La réponse renvoyait à la politique internationale. Après la Seconde Guerre mondiale, l'URSS avait décidé de s'impliquer dans tous les domaines, revenant sur son refus initial de se mêler aux événements du sport capitaliste. Le but était désormais de démontrer la supériorité du système politique et de la société soviétiques. En 1950, le CIO reconnut à l'organisation sportive officielle de l'Union soviétique le statut de Comité olympique national. Les Jeux d'Helsinki en 1952 constituèrent le baptême olympique de la Russie communiste. La participation de l'Union soviétique au mouvement olympique était importante à la fois pour le sport et pour la politique internationale. Avery Brundage, Président du CIO de 1952 à 1972, nota dans ses mémoires inédites que « pour la première fois en 40 ans, les Russes participèrent. L'équipe, nombreuse et bien organisée de l'Union soviétique qui vint à Helsinki stupéfia le monde par ses extraordinaires performances⁽⁹⁾. » Les Soviétiques prirent eux aussi conscience de l'importance de l'événement. Un éditorial de 1953 dans un journal russe exprimait le plaisir que les Jeux d'Helsinki avaient procuré aux Russes. Il proclamait : « Le peuple russe est prêt à ouvrir grand ses bras... le rideau de fer sera relevé pour les sportifs du monde entier⁽¹⁰⁾. » Les dirigeants du CIO ne se doutaient pas qu'avec l'entrée de l'URSS dans le mouvement olympique et son soutien subséquent à une participation de Pékin, ils seraient confrontés à la question des deux Chines, et cela, avant même que l'organisation sportive de Pékin ne fût vraiment prête. Les Soviétiques avaient toutes les raisons de démontrer leur solidarité avec le nouveau régime communiste chinois et de le choyer pour en faire un allié proche, dans l'esprit des affrontements de la guerre froide.

Les Russes semblent avoir attiré l'attention de Pékin sur la question olympique en 1951. Le ministre des Affaires étrangères de Pékin fut informé par Helsinki, l'hôte des Jeux de 1952, qui subissait une forte pression politique et diplomatique de Moscou, que la Finlande aimerait voir Pékin participer aux jeux Olympiques.

7. Les deux autres, Wang Zhengting et Kong Xiangxi, décidèrent de partir. Kong vécut aux États-Unis après 1949 tandis que Wang résida à Hong Kong.

8. Le Comité national olympique de Pékin ne fut pas établi avant novembre 1952. Pour plus de détails sur l'impact des Jeux d'Helsinki sur la pensée de Pékin, voir le rapport au Comité central du Parti de la délégation aux Jeux de 1952, 21 août 1952, qui peut être trouvé dans Rong Gaotang, *Rong Taotang tiyu wen lun xuan* (sélection d'articles et de discours de Rong Taotang sur le sport), Shanghai, Huadong shifan daxue chubanshe, 1992, p. 5-8. Voir aussi Li Lie (éd.), *He Long nianpu* (Biographie chronologique de He Long), Pékin, Renmin chubanshe, 1996, p. 519-520.

9. Projet de mémoires de Brundage, chapitre xi, in Avery Brundage Collection, University of Illinois Archives, Urbana (ci-après ABC), boîte 250, bobine 244.

10. Projet de mémoires de Brundage, chapitre xi, 7-8. ABC, boîte 250, bobine 244.



Les plus hauts dirigeants du régime assistent aux premiers jeux nationaux de la RPC, à Pékin en 1959.

L'enthousiasme finlandais pour une participation de la RPC plaça le Président du CIO, J. Sigrid Edström, dans une position inconfortable car il n'avait aucune envie de se laisser entraîner dans un débat chinois piégé⁽¹¹⁾. Au début, le gouvernement de Pékin, qui n'était pas familier du monde du sport, ne prit pas au sérieux l'invitation finlandaise⁽¹²⁾. Cependant, vigoureusement incité l'année suivante par les Russes, Pékin passa rapidement à l'action. Le 2 février 1952, l'ambassadeur soviétique s'enquit en urgence de savoir si, d'une part, Pékin enverrait une délégation aux Jeux de 1952 et si, d'autre part, la nouvelle Chine intégrerait le mouvement olympique et assisterait à la réunion du CIO prévue le 15 février de la même année. Le même jour, après avoir rencontré l'ambassadeur soviétique, Feng Wenbin, secrétaire de la Ligue chinoise de la jeunesse communiste, écrivit un rapport au Premier ministre Zhou Enlai sur la participation possible de la Chine aux Jeux de 1952. Ce rapport, qui n'est devenu accessible aux chercheurs que très récemment, montre que les Russes avaient demandé à Feng de préciser au plus vite quelle était la position de la Chine sur une participation olympique. En effet, il semble que les Soviétiques croyaient à l'époque que c'était Taiwan, et non Pékin, qui était statutairement intégré à la famille olympique. L'ambassadeur soviétique rappela que la participation de Pékin aux jeux Olympiques était une question politique de grande importance, avançant même que son gouvernement était désireux d'entraîner les athlètes chinois, de telle

sorte que Russes et Chinois puissent participer ensemble aux Jeux.

La politique officielle de Pékin, pendant la plus grande partie des années 1950, consistait à apprendre de l'URSS, si bien que cette suggestion du « grand frère » pesa d'un poids certain. Le rapport de Feng décida Zhou Enlai à le rencontrer dès le surlendemain, 4 février, pour évoquer la question olympique. Le jour même, il transmit aussi le rapport de Feng à Liu Shaoqi en recommandant que Pékin envoie au CIO un télégramme émanant de la Fédération panchinoise des sports (qui n'était alors qu'une coquille vide) pour déclarer que Taiwan ne pouvait pas représenter la Chine dans la famille olympique. Il suggéra d'exiger du CIO de pouvoir assister à la réunion de février et aux prochains jeux Olympiques. Passant sous silence les liens existants de la Chine avec le mouvement olympique, le télégramme rappelait que Pékin venait de mettre sur pieds un Comité olympique national et demandait que le CIO apporte sa certification pour permettre une participation aux Jeux de 1952. Il existe une trace du commentaire que Zhou Enlai fit à Liu Shaoqi de la situation :

11. Edström à Otto Mayer, 24 mars 1952, *in* International Olympic Committee Historical Archives, Lausanne, Suisse (ci-après Archives CIO) : République populaire de Chine, correspondance, 1924-1958.
12. Pour les détails sur les discussions internes à ce sujet voir Fan Hong et Xiong Xiaozheng, « Communist China: sport, politics and diplomacy, » *in* J. Mangan et Fan Hong (éd.), *Sport in Asian society*, Londres, Frank Cass, 2003, p. 320-327.

J'estime que si le CIO ne nous autorise pas à assister à sa réunion de février, alors nous ne participerons pas aux jeux Olympiques en juillet pour ne pas risquer de nous retrouver face à la délégation de l'organisation de bandits de Chiang Kai-shek. [Mais] si le CIO nous invite [et pas Chiang]... à assister à la réunion de février, la situation nous sera favorable politiquement. Mieux : comme les Jeux vont avoir lieu à Helsinki, nous pourrions participer. Et même si nous ne brillons pas en compétition, ce sera important.

Zhou demanda à Liu de prendre une décision sur la participation de Pékin à la fois à la réunion et aux Jeux et ce dernier lui apporta son soutien⁽¹³⁾.

Ces éléments entièrement nouveaux sur les prémisses de l'intérêt de Pékin pour le mouvement olympique montrent que, dès l'origine, les hauts dirigeants du Parti avaient jugé le sport digne d'intérêt. Plus encore, Pékin avait choisi de mener sa première bataille majeure pour une reconnaissance internationale sur le front de son adhésion à l'olympisme.

Une fois la décision prise, Pékin agit rapidement et avec détermination, ce que nota tout de suite le Président du CIO, Edström, qui écrivit : « Les organisations communistes chinoises sont en train de faire toutes sortes d'efforts pour participer aux jeux Olympiques d'Helsinki⁽¹⁴⁾. »

Pour s'assurer que le CIO et les organisateurs des Jeux avaient bien reçu le message de Pékin, l'ambassadeur chinois en Finlande, Geng Biao, s'impliqua personnellement pour transmettre le fameux télégramme. La Chine envoya même son représentant à Stockholm, Sheng Zhibai, rendre visite en personne au Président du CIO pour appuyer sa requête. Pendant la session d'Oslo du CIO, il argumenta que la Fédération panchinoise d'athlétisme de la RPC, forte de 600 millions de personnes, devait être considérée comme le seul participant chinois légitime au mouvement olympique. Allant plus loin, il demanda ensuite que le CIO exclue immédiatement les délégués chinois en titre, Wang Zhengting et Kong Xiangxi, deux anciens hauts responsables nationalistes vivant alors en exil. Enfin, il exigea que la certification soit retirée au CNO de Taiwan. Ces requêtes se heurtèrent à une sèche réponse du Président du CIO qui lui asséna un : « Cher Monsieur, vous n'êtes ni qualifié ni autorisé à donner des ordres ou des instructions au CIO⁽¹⁵⁾. »

Ici, Pékin fit deux erreurs. Tout d'abord, avec son intervention à la hussarde, la RPC politisait le sport de manière inacceptable pour le CIO. Ensuite, en n'utilisant pas pour communiquer avec le CIO son propre délégué (Dong Shouyi) resté en Chine continentale, Pékin hypothéquait sa

revendication légitime à entrer dans la famille olympique. Le gouvernement communiste donnait en outre l'impression que Dong était soit mort soit emprisonné, même si, à ce moment là, il ne savait en réalité pas grand chose de lui et de son implication dans l'olympisme⁽¹⁶⁾. En fait, ce fut Dong lui-même qui eut vent des intentions de Pékin et prit finalement contact avec le gouvernement⁽¹⁷⁾. Si Pékin, en connaissance des règles du CIO et des principes olympiques, lui avait simplement demandé de contacter l'organisation, les relations avec cette dernière auraient été beaucoup plus faciles.

Erik von Frenckell, un membre du CIO en Finlande, informa ses collègues que l'ambassadeur de Chine à Helsinki l'avait contacté en exigeant de savoir pourquoi Pékin n'avait pas encore été invité aux Jeux de 1952. Frenckell recommanda au CIO de statuer sur le cas chinois avant le 1^{er} juin, date limite des adhésions. Avery Brundage, qui allait en devenir le nouveau Président en 1952, déclara qu'un contact devait être établi avec les trois membres chinois avant toute décision. Mais du fait de la guerre civile en Chine, les trois délégués avaient perdu le contact avec le CIO depuis 1948. La partie taiwanaise répandit la rumeur que Dong Shouyi, le seul délégué du CIO resté en Chine continentale, était mort⁽¹⁸⁾. Lors de la réunion évoquée plus haut avec le représentant chinois à Stockholm, Sheng Zhibai, le Président du CIO demanda des nouvelles de Dong Shouyi. Il se vit répondre qu'il était vivant et en bonne santé, ce à quoi il rétorqua que « sa place est ici à Helsinki »⁽¹⁹⁾. Comme les règles du CIO stipulaient qu'aucun athlète ne pouvait participer aux jeux Olympiques s'il n'était pas membre d'une fédération internationale, Pékin réussit, en avril 1952, à convaincre la Fédération internationale de natation amateur d'accepter la Fédération panchinoise d'athlétisme parmi ses membres, affirmant qu'elle succédait à l'organisation chinoise précédente et qu'elle avait payé les arriérés de cotisations dus de

13. « Dui zhongguo shifou canjia di shi wu jie guo ji ao lin pi ke yundong hui wenti de piyu » (commentaires sur le rapport concernant la participation de la Chine aux xve jeux Olympiques), février 1952, in Zhonggong zhongyang wenxian yanjiu shi, Zhongyang dang'anguan, *Jianguo yilai Liu Shaoqi wengao* (Collections des commentaires, écrits et discours de Liu Shaoqi après la fondation de la RPC), Pékin, Zhongyang wenxian chubanshe, 2005, t. 4, p. 4-5. Voir aussi Zhonggong zhongyang wenxian yanjiu shi, Zhongyang dang'anguan, *Zhou Enlai Nianpu, 1949-1976* (Biographie chronologique de Zhou Enlai), Pékin, Zhong yang wen xian chubanshe, 1997, t. 1, p. 214.
14. Edström à R. M. Ritter [secrétaire honoraire de la FINA], 6 juin 1952, Archives CIO : République populaire de Chine, correspondance, 1924-1958.
15. Pour les détails, voir les minutes de la 46e session du CIO, Oslo, 12-13 février 1952.
16. Pour les détails sur ce point, voir Hua Zhi, *Su yuan—Dong Shouyi zhuan* (Biographie de Dong Shouyi), Pékin, Renmin tiyu chubanshe, 1993, p. 114.
17. *Ibid.*, p. 111-113.
18. Minutes de la 46e session du CIO, Oslo, 12-13 février 1952.
19. CIO : République populaire de Chine, juridique, 1947-1975, dossier Pékin, 1952-1958.

puis 1949⁽²⁰⁾. Pékin fit de même avec les adhésions chinoises préexistantes à différentes fédérations internationales comme celles de pentathlon, de gymnastique, de hockey sur glace, de patin à glace, de volley-ball et de football.

La question dite des deux Chines aurait donc été beaucoup plus facile à gérer si les autorités de Pékin avaient procédé selon les règles en mandatant Dong Shouyi dès le départ. Cependant, à cause de leur ignorance de la procédure et de leur propension à s'en remettre à des méthodes expéditives, elles transformèrent ce qui aurait dû rester une simple question sportive en un vaste imbroglio politique. Ces graves erreurs tendirent dès l'origine les relations entre Pékin et le CIO. Dans son télégramme aux responsables de la Fédération panchinoise d'athlétisme du 17 juin 1952, Edström écrivit que leur comité olympique n'avait pas encore été reconnu et que leur voyage à Helsinki serait donc « inutile »⁽²¹⁾. Un mois plus tard, dans un autre télégramme adressé à Rong Gaotang, un des dirigeants officiels du sport chinois, il indiqua que la Chine était livrée au chaos politique et que le CIO avait décidé qu'aucun athlète chinois « ne pourrait concourir avant que les difficultés ne soient résolues ». Il demanda aussi à Rong d'informer le délégué Dong Shouyi que sa présence à Helsinki était « désirée »⁽²²⁾. Malgré la position d'Edström, Pékin était bien décidé à participer aux Jeux et envoya sans tarder Dong prendre part à la session du CIO qui devait suivre. Quand il se présenta aux réunions avec à sa remorque un interprète, Edström renvoya l'homme de la pièce, invoquant une règle du CIO qui interdit aux traducteurs de participer aux réunions de l'organisation. Le traducteur refusa, affirmant que Dong ne parlait que le chinois. D'après un témoin oculaire, Edström frappa la table de sa canne et dit d'un ton glacial : « Vous mentez. J'ai parlé avec lui en anglais sans aucune difficulté en 1948 ! Veuillez quitter la pièce immédiatement ! » L'interprète s'en alla, emmenant Dong à sa suite. Il était évident que Pékin ne faisait pas confiance à ce dernier à ce moment là. Mais il était également vrai que, lors d'une précédente session du CIO, en 1951 à Vienne, le délégué russe nouvellement élu, Konstantin Andriano, avait assisté à la réunion avec un interprète puisqu'il ne parlait ni français ni anglais, et cela sans objection des autorités olympiques. Il fallut attendre mai 1954, lors de la session d'Athènes, pour que le CIO décide que ses délégués nouvellement élus devaient impérativement maîtriser le français et/ou l'anglais⁽²³⁾.

L'apparition de Dong à la session du CIO ne fut guère utile à l'organisation puisque il n'était pas en position de résoudre les problèmes posés par les exigences de Pékin. À la session d'Helsinki, en juillet 1952, Edström rappela aux délégués que les athlètes de Pékin se trouvaient alors à Leningrad dans l'at-

tente d'une invitation⁽²⁴⁾. Contraint à une décision rapide, le bureau exécutif du CIO proposa de n'accepter ni Pékin ni Taiwan aux jeux Olympiques de 1952. C'était évidemment une esquivé, de surcroît peu efficace, puisque comme le fit remarquer Erik von Frenckell, le CNO de Taiwan avait déjà été reconnu et qu'il était donc impossible de l'exclure des Jeux. Frenckell suggéra alors que les athlètes des deux Chines soient autorisés à participer. La session du CIO vota et, par 29 voix contre 22, autorisa les deux équipes à se rendre à Helsinki. La décision sur l'adhésion de Pékin à la famille olympique fut reportée. Le 18 juillet, un jour avant la cérémonie d'ouverture des Jeux d'Helsinki, le CIO finit par inviter Pékin et Taipei.

Les erreurs de Taiwan et du CIO dans la conduite des jeux Olympiques de 1952

Le succès qui a récompensé les efforts de Taiwan pour rester dans la famille olympique après 1949 devait plus à l'environnement international de la guerre froide qu'à l'efficacité de la politique taiwanaise elle-même. Le fait que la plupart des diplomates occidentales reconnaissaient Taipei plutôt que Pékin (situation qui dura jusqu'aux années 1970) donnait à Taiwan un avantage décisif au CIO. On rappellera de plus que l'île continua à représenter la Chine aux Nations unies jusqu'en 1971. Il n'en demeure pas moins que les autorités de Taipei surent parfois manœuvrer avec habileté, par exemple en se réclamant directement de la légitimité politique de la République de Chine, membre de la famille olympique jusqu'en 1922, ou en notifiant sans délai au CIO le « déménagement » du Comité national olympique chinois à Taiwan après que le gouvernement nationaliste eut fui la Chine continentale. Ces gestes, à long terme, aidèrent Taiwan à rester membre de la famille olympique en dépit des efforts de Pékin pour tenter de l'en déloger⁽²⁵⁾. Cependant, en

20. R. M. Ritter (secrétaire honoraire FINA) à Edström, 9 juin 1952, et Ritter à la Fédération panchinoise d'athlétisme, 25 avril 1952, Archives CIO : République populaire de Chine, correspondance, 1924-1958.

21. Archives CIO : République populaire de Chine, juridique, 1947-1975, dossier, Pékin : 1952-1958.

22. Ibid.

23. Mais selon la nouvelle règle, les membres présents qui ne maîtrisaient pas ces langues pouvaient être assistés par un interprète. En d'autres termes, le CIO utilisa un prétexte pour réprimander Pékin dès le premier contact officiel. Ce qui n'augmenta pas sa propre crédibilité.

24. Minutes de la session du CIO, Helsinki, juillet 1952.

25. Pour les détails sur les relations de Taiwan avec le CIO au début des années 1950, voir Hao Gengsheng, *Hao Gengsheng hui yi lu* (Mémoires de Hao Gengsheng), Taipei, Zhuan ji wen xue chubanshe, 1969, p. 40-54 et p 72-95.

dépit de ces stratégies habiles, le gouvernement nationaliste, tout comme son adversaire du continent, commit lui aussi de nombreuses erreurs dans la négociation de son adhésion.

La première erreur fut son attitude même lors des Jeux de 1952. Initialement, le gouvernement nationaliste entendait prendre part aux Jeux et commença à s'y préparer dès 1951. Le 3 mars de cette année, le gouvernement alloua même 80 000 nouveaux dollars de Taiwan pour la sélection et l'entraînement des athlètes. Cependant, le 10 mai 1951, Hao Gengsheng, un haut dirigeant sportif qui avait quitté le continent avec les nationalistes, suggéra de se retirer des Jeux d'Helsinki pour ne pas prêter le flanc aux manœuvres de l'URSS, soupçonnée de vouloir dès sa première participation les utiliser comme une tribune anti-Taiwan. C'était un mauvais conseil mais la suggestion de Hao ébranla le cabinet. Quand Taipei apprit que Pékin avait été invité aux Jeux, il fut conforté dans sa décision de ne pas participer, marquant ainsi son refus de cautionner de quelque manière que ce soit un pouvoir « rebelle » dans les organisations internationales. En d'autres termes, la logique du refus des « deux Chines » sous-tendait le raisonnement de Taipei dès cette époque, comme par la suite celui de Pékin qui restera pendant deux décennies en retrait du mouvement olympique⁽²⁶⁾. Le 19 juillet 1952, dans sa lettre officielle au Président du CIO, le Comité olympique taiwanais écrivit : « En signe de protestation contre la résolution adoptée par la session du Comité international olympique le 17 juillet 1952, laquelle viole le droit du Comité national chinois, seul Comité national olympique légalement reconnu pour représenter la Chine, j'ai l'honneur de vous informer que nous avons décidé de renoncer à notre participation aux jeux Olympiques de 1952 à Helsinki. » Cette lettre était signée par Hao Gengsheng, Président du CNO de Taiwan⁽²⁷⁾. Dans sa déclaration officielle, le Président du CNO dénonçait la décision du CIO d'autoriser les communistes chinois à participer aux jeux Olympiques de 1952 à Helsinki comme « illégale puisqu'elle approuvait la participation de sportifs chinois non présentés par le Comité national olympique chinois, qui est le seul Comité national olympique légal pour la Chine et a été reconnu comme tel depuis de nombreuses années⁽²⁸⁾ ». Cependant, la décision de Taiwan de ne pas participer aux Jeux d'Helsinki laissait une porte ouverte à Pékin pour participer sans rival et faire ses débuts sur la scène sportive internationale⁽²⁹⁾. Bien entendu, comme nous l'expliquerons plus loin, le signal mitigé du CIO à Taiwan au sujet de sa participation aux jeux Olympiques de 1952 joua aussi un certain rôle dans la décision finale de se retirer⁽³⁰⁾. Les nationalistes firent une autre erreur en n'entretenant

rien vis-à-vis des deux délégués du CIO, Kong Xiangxi et Wang Zhengting, dont la participation active aux affaires du CIO avait depuis longtemps cessé, et qui se trouvèrent acculés à la démission. Kong, secrétaire au Trésor dans le gouvernement nationaliste, avait été délégué du CIO depuis 1939, mais n'avait jamais assisté à aucune réunion de l'organisation. Tandis qu'en théorie les délégués du CIO étaient choisis par l'organisation elle-même et devaient se comporter en ambassadeurs de l'olympisme dans leurs pays d'origine, nombre d'États parvenaient à conserver une certaine influence à travers leurs Comités olympiques nationaux. Il aurait dû être particulièrement important pour Taipei d'avoir davantage de soutien au moment où il engageait une lutte d'influence avec Pékin et les deux délégués auraient pu être utiles pour cela. Avant même les Jeux d'Helsinki, Brundage (le successeur d'Edström à la tête du CIO), qui était de toute évidence pro-Taiwan, conseilla Hao Gengsheng en ces termes : « La chose importante maintenant pour la Chine nationaliste est d'avoir son représentant à Helsinki, prêt à se battre vigoureusement pour sa reconnaissance par les différentes fédérations internationales et par le Comité international olympique. La situation est très grave⁽³¹⁾. » Pendant la bataille diplomatique cruciale entre Taipei et Pékin sur l'adhésion à la famille olympique, la seule contribution de Kong Xiangxi fut d'écrire à Otto Mayer, le chancelier du CIO, pour s'opposer à la reconnaissance de la Fédération panchnoise d'athlétisme « parce que c'est contraire aux règles du Comité international olympique, selon lesquelles le Comité national olympique de tout pays doit être affilié au CIO. »

26. Tang Mingxin, un important chercheur et officiel du sport taiwanais affirma par la suite que le retrait de Taiwan des jeux Olympiques de 1952, ainsi que le défilé sous le panneau « Under protest » aux jeux Olympiques de Rome en 1960 n'étaient pas de bons choix puisque qu'aucun ne servit les efforts entrepris par Taiwan pour rester au sein du mouvement olympique sous le nom de République de Chine. Voir Tang Mingxin, *Tang Mingxin xiansheng fangwen jilu* (Les réminiscences de Tang Mingxin, interviewé par Zhang Qixiong et Pan Guangzhe), Taipei, Institute of Modern History, Academia Sinica, 2005, p. 176-177.
27. Annonce du retrait de la XVe olympiade à Helsinki en 1952 par le Comité national olympique chinois, 17 juillet 1952, Hao Gengsheng à Edström, 19 juillet 1952, Archives CIO : République Populaire de Chine, histoire, 1952-1986.
28. ABC, boîte 201, bobine 116.
29. Hao informa officiellement Edström le 19 juillet 1952 du retrait de Taiwan des Jeux. Archives CIO : République populaire de Chine, juridique, 1947-1975, dossier Taiwan, 1951-1964. Hao Gengsheng dans ses mémoires ne mentionne pas cette erreur tactique. Pour les détails, voir *Hao Gengsheng hui yi lu*, 40-54.
30. Hao Gengsheng écrivit une lettre courroucée à J. Sigfrid Edström le 31 juillet 1952, après le retrait de Taiwan pour protester contre la participation de Pékin, affirmant qu'il n'avait ni le pouvoir ni l'autorité pour câbler à Taiwan, le 16 juin 1952 « le message suivant, abrupt et insolent : vous ne devez pas participer ». Archives CIO : République populaire de Chine, juridique, 1947-1975/dossier/Taiwan, 1951-1964. Voir aussi « Hao to Brundage, personal and confidential » ABC, boîte 120, bobine 66.
31. Brundage à Hao Gengsheng, 17 juin 1952, ABC, boîte 120, bobine 66.

Kong poursuivait : « Je crois que le Comité olympique de Chine existe toujours et reste actif à Taiwan⁽³²⁾. » Dans un câble du 12 avril 1954 adressé au haut dirigeant du sport taiwanais, Hao Gengsheng, Brundage donna le conseil suivant : « Il est de la plus haute importance que vous ayez quelqu'un à Athènes. Wang [Zhengting] et Kung [Kong Xiangxi] sont tous deux en infraction au regard des règles et ils devront renoncer à [leurs] mandats pour cause d'absences répétées⁽³³⁾. » Sous la pression du CIO, Kong offrit finalement sa démission à Brundage dans une lettre envoyée le 24 juin 1955⁽³⁴⁾. Wang Zhengting, bien que plus impliqué dans le fonctionnement du CIO que Kong, n'avait que très rarement participé aux réunions et activités de l'organisation après les jeux Olympiques de Londres en 1948. Il envoya sa démission à Brundage en 1954, mais changea ensuite d'avis pour finalement démissionner pour de bon en 1957⁽³⁵⁾. En d'autres termes et pour résumer, pendant toute cette période cruciale Taipei n'avait pas de délégués actifs au CIO, tandis que Dong représentait agressivement les intérêts de Pékin. Si Pékin et Taipei firent tous deux des erreurs lors du conflit explosif sur leur adhésion au mouvement olympique avant les Jeux de 1952, le CIO a peut-être aussi une part importante de responsabilité. Rétrospectivement, il semble avoir été incompétent dans sa gestion de la question des deux Chines.

Le premier faux pas du CIO fut la facilité avec laquelle il accepta en 1951 le changement d'adresse du CNO chinois, de la Chine continentale à Taiwan. Ce transfert avait d'énormes implications politiques. Mais quand Hao Gengsheng, au nom des autorités sportives de Taiwan, informa le CIO que les bureaux du Comité olympique chinois avaient été déplacés de Nankin à Taipei, les bureaucrates du CIO ne comprirent pas la signification politique et se contentèrent d'enregistrer sans réfléchir le changement d'adresse dans le numéro 28 de la *Revue olympique*. Ce n'est que plus tard qu'Avery Brundage prit conscience de cette erreur qu'il commentera en ces termes : « Après la révolution en Chine, nous avons reçu de son Comité olympique la notification de son changement d'adresse vers Taipei, à Taiwan. Le changement avait été enregistré aux bureaux du CIO à Lausanne comme s'il s'agissait d'une question de simple routine, sans aucune réflexion sur sa signification politique⁽³⁶⁾. » L'honnêteté commande néanmoins de remarquer qu'Edström avait tenté de clarifier la signification de ce changement d'adresse. Il écrit : « Il est essentiel que nous puissions savoir quel est le véritable Comité olympique chinois. Nous avons reçu une lettre de la Fédération nationale chinoise d'athlétisme amateur, 147 West Gate Street, Hsin

Chu, Taiwan. Cette fédération revendique être le Comité national olympique chinois⁽³⁷⁾. » Malheureusement, il ne voulut pas explorer la question à fond lorsque Wang Zhengting et Kong Xiangxi se contentèrent d'affirmer que le CNO de Taiwan était le bon⁽³⁸⁾. Comme Edström le dit à Otto Mayer, le chancelier du CIO, « je ne veux pas passer plus de temps sur cette question chinoise⁽³⁹⁾ ».

Quel que fût le responsable de cette gestion légère du changement d'adresse, le mal était fait. Il fallut attendre juin 1952 pour qu'Erik von Frenckell, délégué du CIO et Président du Comité d'organisation des Jeux de 1952 à Helsinki, écrivit à Edström pour protester contre la manière dont le changement d'adresse avait été géré. Il nota : « Le changement de l'adresse du Comité olympique chinois de Pékin à Taiwan a été une erreur, il n'a été validé ni par le Comité exécutif ni par les congrès. » Il suggéra à Edström que « cette question soit finalement tranchée par le Congrès [session du CIO] à Helsinki⁽⁴⁰⁾. » Mais les choses ne devaient pas s'arranger rapidement : Avery Brundage, le successeur d'Edström, choisit de poursuivre la politique de ce dernier auquel il indiqua : « la situation chinoise est en effet des plus complexes et difficiles. Comme vous le dites, il est difficile de savoir quoi faire⁽⁴¹⁾. »

À cause de sa passivité, le CIO fit un autre faux pas en prenant la décision précipitée d'autoriser à la fois Pékin et Taipei à participer aux Jeux de 1952. Quand la Chine communiste dévoila son intention, le CIO n'était pas du tout préparé à répondre et fut obligé de prendre une décision *ad hoc*, puisque les nouvelles autorités sportives à Pékin ne constituaient pas un comité olympique officiel et que Taipei affirmait représenter la Chine. Comme Brundage le dit à

32. ABC, boîte 120, bobine 66.

33. *Ibid.*

34. *Ibid.*

35. Le CIO à Brundage, 3 mai 1954. ABC, boîte 120, bobine 66.

36. ABC, projet de mémoires de Brundage.

37. Lettre de J. Sigfrid Edström (pas de récipiendaire, supposée adressée aux membres du CIO en Chine), 30 mai 1951, Archives CIO : République populaire de Chine, correspondance, 1924-1958.

38. Kong Xiangxi à Otto Mayer, 16 mai 1952, Archives CIO : République populaire de Chine, histoire, 1952-1986. Wang et Kong étaient tous les deux des responsables de haut rang du gouvernement nationaliste et avaient des raisons politiques de soutenir les exigences de Taiwan. De plus, bien que tous deux fussent membres du CIO, ils n'avaient pas été associés activement aux activités de l'organisation depuis longtemps.

39. Edström à Otto Mayer, 24 mars 1952, Archives CIO : République populaire de Chine, correspondance, 1924-1958.

40. Frenckell à Edström, 19 juin 1952, Archives CIO : République populaire de Chine, juridique 1947-1975/Helsinki 1952, Rome 1960.

41. Brundage à Edström, 2 juin 1952, Archives CIO : République populaire de Chine, correspondance, 1924-1958.

Edström à ce moment crucial : « le mieux que nous puissions faire serait de reconnaître les deux [Pékin et Taipei], ce que nous avons bien sûr refusé de faire dans le cas de l'Allemagne. Toute cette situation est des plus difficiles, et il est regrettable que nous ne puissions pas laisser passer les deux prochains mois sans trancher⁽⁴²⁾. » Edström commença par n'autoriser ni Pékin ni Taipei à participer aux Jeux d'Helsinki, et il le leur notifia par télégramme à la mi-juin⁽⁴³⁾. Le Président élu du CIO, Brundage, écrivit à Edström : « Sur la question chinoise, vous avez fait le bon choix en notifiant aux deux organisations qu'elle ne sont pas éligibles pour participer à Helsinki, comme je vous l'ai déjà écrit⁽⁴⁴⁾. » Mais Edström n'était pas assez naïf pour croire que cette décision réglait le problème. Il le dit d'ailleurs à Otto Mayer le jour même où il fut décidé de refuser les deux parties, « nous aurons probablement un conflit important sur ce sujet à Helsinki avec les délégués russes et d'autres amis de derrière le rideau de fer⁽⁴⁵⁾ ». Les attaques arrivèrent bientôt de nombreuses directions. Le Président du Comité d'organisation des jeux d'Helsinki, Frenckell, protesta contre la décision d'Edström en lui disant : « Nous avons été informés que la FIFA, la FIBA et la FINA [les fédérations internationales correspondantes] ont accepté les Chinois de Pékin comme représentants de la Chine⁽⁴⁶⁾. » En effet, le comité d'organisation d'Helsinki avait déjà envoyé des invitations aux deux parties avant qu'Edström n'informe Pékin et Taiwan de leur exclusion.

Étant donné que la date du début des Jeux approchait à grands pas, et compte tenu de la virulence des critiques, Edström demanda aux délégués du CIO de voter sur deux propositions en session plénière : (1) Aucune équipe chinoise ne devrait être autorisée à participer, ou (2) Les deux équipes devraient être autorisées à concourir. La seconde proposition l'emporta par 29 voix contre 22. Le bureau exécutif du CIO, cependant, demanda un vote supplémentaire sur une proposition du délégué français François Pietri, qui voulait que le CIO n'approuve la participation que des seuls athlètes dont les fédérations étaient affiliées aux fédérations internationales reconnues. La proposition de Pietri l'emporta par 33 voix contre 20. Pour assurer ses arrières, Avery Brundage, tout juste élu pour succéder à Edström qui prenait sa retraite, suggéra que le CIO ne devrait reconnaître aucun des deux comités olympiques nationaux chinois dans l'immédiat. Brundage se justifia en ces termes de ce compromis, qui enfreignait « les propres règles » du CIO : « Il est inspiré par la sympathie que nous éprouvons pour les sportifs qui sont en route pour Helsinki⁽⁴⁷⁾. » Cela représentait un complet renversement de la décision originale. Le CIO

semblait acculé à cette volte-face, et n'avait réussi à trouver aucune autre solution. Ainsi se noua le fiasco qui consistait à inviter Pékin à assister aux Jeux la veille même du jour de leur ouverture.

La marche de Pékin vers le mouvement olympique

Le nouveau gouvernement de la RPC fut prompt à comprendre l'importance des jeux Olympiques pour sa légitimité et agit avec une grande rapidité. Ayant finalement obtenu le feu vert du CIO, Mao Zedong, Liu Shaoqi et Zhou Enlai, les trois plus hauts dirigeants de la RPC, approuvèrent personnellement la participation immédiate de Pékin aux jeux Olympiques, bien que cette décision ne fut pas rendue publique avant le 23 juillet, après que Pékin eut appris que Taiwan ne participerait pas aux jeux Olympiques. Tard dans la soirée du 24 juillet, Zhou rencontra les chefs de la délégation et leur dit que, même si Pékin était en retard pour les Jeux, c'était « une victoire pour la RPC que son drapeau flotte aux jeux Olympiques [d'Helsinki]. Le retard n'était pas de notre faute⁽⁴⁸⁾. » La délégation partit pour la Finlande le 25 juillet et arriva à Helsinki le 29 juillet, la veille de la cérémonie de clôture. Elle ne put participer à aucune compétition ; seul un de ses nageurs participa à une épreuve préliminaire mais ne parvint pas à se qualifier pour le tour suivant⁽⁴⁹⁾. Malgré cela, Pékin participa à quelques-uns des programmes culturels des Jeux. Et Zhou Enlai avait personnellement examiné le programme du spectacle de la troupe des acrobates chinois à Helsinki. Zhou dit aux artistes acrobates qu'ils étaient les trésors nationaux de la Chine et exprima l'espoir qu'ils feraient rejaillir de la gloire sur la mère patrie⁽⁵⁰⁾.

42. *Ibid.*

43. « Compte rendu d'échange de télégrammes entre le Président du Comité international olympique, J. Edström, et la Fédération panchinoise d'athlétisme, Pékin, » Archives CIO : République populaire de Chine, histoire, 1952-1986

44. Brundage à Edström, 3 juillet 1952, Archives CIO : République populaire de Chine, correspondance, 1924-1958.

45. Edström à Mayer, 16 juin 1952, Archives CIO : République populaire de Chine, juridique 1947-1975/Helsinki 1952, Rome 1960.

46. Frenckell à Edström, 19 juin 1952, Archives CIO : République populaire de Chine, juridique 1947-1975/Helsinki 1952, Rome 1960.

47. Minutes de la 47e session du CIO, Helsinki, 16-27 juillet 1952.

48. Hua Zhi, *Su yuan – Dong Shouyi zhuan*, op.cit., p.118-119.

49. « Dui zhongguo shifou canjia di shi wu jie guo ji Aolinpike yundong hui wenti de piyu », février 1952, in *Zhonggong zhongyang wenxian yanjiu shi, Zhongyang dang'anguan, Jianguo yilai Liu Shaoqi wengao*, t. 4, p. 4-5. Voir aussi *Zhou Enlai nianpu*, op. cit., t. 1, p. 214.

50. *Zhou Enlai Nianpu*, op. cit., t. 1, p. 250.

Le principal intérêt de Pékin pour les Jeux et le mouvement olympiques était de rechercher une légitimité sur la scène mondiale face à la reconnaissance largement obtenue par le gouvernement nationaliste de Taiwan auprès des pays occidentaux. Comme les Russes l'avaient fait comprendre très clairement, les Jeux d'Helsinki offraient une plate-forme importante pour de tels efforts. Le seul fait de s'y trouver et de voir son drapeau flotter avec ceux d'autres pays était considéré comme une victoire pour le nouveau gouvernement de Pékin⁽⁵¹⁾. Surtout, en prenant position au sein de l'olympisme lors des Jeux de 1952, Pékin forçait de nouveau la main au CIO. Le jour même où la délégation chinoise partit d'Helsinki, le 3 août 1952, le gouvernement de Pékin envoya un télégramme à Otto Mayer, le chancelier du CIO, demandant que l'organisation approuve l'adhésion de Pékin au mouvement olympique⁽⁵²⁾. C'est ce que fit le CIO en 1954 lorsqu'il reconnut formellement le Comité olympique chinois.

Ainsi, entre 1954 et 1958, Taiwan et Pékin revendiquèrent tous les deux de représenter la « Chine » dans la famille olympique. Mais Pékin ne se satisfaisait pas de voir Taipei rester dans le mouvement olympique et protesta fortement contre cette représentation ambiguë de la Chine par deux régimes rivaux. En 1958, concluant que le CIO lui était hostile et pratiquait une politique favorable à Taiwan et à la reconnaissance de deux Chines, Pékin rompit officiellement ses relations avec le mouvement olympique. Ce retrait fut décidé par les plus hauts dirigeants chinois et, sur instruction directe de Deng Xiaoping, la commission sportive chinoise décida de quitter toute organisation sportive acceptant l'adhésion de Taiwan – soit, cette année là, un total de 11 organisations sportives internationales⁽⁵³⁾.

Pékin ne revint vers le mouvement olympique qu'en 1979, quand le CIO fit des concessions, changeant le nom du CNO de Taiwan en Comité olympique de Taipei et contraignant Taipei à ne pas utiliser son drapeau national, son hymne ou son emblème au sein du mouvement olympique.

Il est aussi utile de noter que Taiwan ne joua pas un rôle complètement passif dans ces développements. Les autorités comprirent que le nom anglais imposé par le CIO, le *Chinese Taipei Olympic Committee* (Comité olympique chinois de Taipei), ne pouvait pas être changé, mais qu'il était néanmoins possible de jouer avec la traduction chinoise de ce nom. Pékin avait insisté pour *Zhongguo Taibei*, mais Taipei le transforma en *Zhonghua Taibei*. Cela provoqua entre les deux parties une sérieuse dispute. La différence était de taille car ce caractère *hua*, selon Wu Jingguo

qui représentait Taipei au CIO et fut impliqué directement dans les négociations, déterminait si oui ou non Taiwan était subordonné au Comité olympique chinois à Pékin.

De nombreuses réunions secrètes eurent lieu à Hong Kong pour trouver une solution, et ce fut finalement Deng Xiaoping qui décida d'accepter la traduction de Taiwan. En 1989, Pékin et Taiwan signèrent un accord officiel concernant le nom chinois du CNO de Taipei⁽⁵⁴⁾.

Il est important de souligner que la solution finalement trouvée à la question des deux Chines au sein du CIO et dans d'autres fédérations internationales reflétait la vision de Deng Xiaoping, résumée dans la fameuse formule « un pays, deux systèmes ». On sait que Deng utilisa cette idée pour négocier l'affranchissement de Hong Kong du contrôle colonial britannique, mais on ignore généralement que cette idée fut appliquée une première fois pour résoudre le conflit olympique sur la question de Taiwan. Grâce à une attitude pragmatique des deux côtés du détroit, les Chinois en RPC et à Taiwan peuvent tous participer aux jeux Olympiques et à d'autres événements internationaux. Taiwan, bien sûr, n'était pas satisfait des conditions qui lui furent imposées, mais participer, sous quelque nom que ce fût, conférait une légitimité qui s'érodait de plus en plus dans d'autres forums. C'était l'intérêt de Taiwan de ne pas quitter les Jeux, même s'il fallait pour cela accepter de nouvelles conditions. Depuis, bien que Taiwan et Pékin continuent d'être des rivaux politiques, leurs athlètes ont participé aux Jeux ensemble, et le statut de Taiwan comme Comité olympique national a été entièrement maintenu et respecté à tous les égards. Tranchant avec l'éternelle perspective du jeu à somme nulle, la solution finalement trouvée s'est révélée doublement gagnante. Il n'est pas impossible que le modèle chèrement acquis du CIO puisse être utilisé comme base pour les futures relations politiques entre Pékin et Taiwan.

51. Liang Lijuan, *He Zhenliang: Wu huan zhi lu* (He Zhenliang et les jeux Olympiques), Pékin, Shijie zhishi chubanshe, 2005, p. 19, 27.

52. Rong Gaotang à Otto Mayer, 3 août 1952, Archives CIO : République populaire de Chine, correspondance, 1924-1958.

53. Liang Lijuan, *He Zhenliang: Wu huan zhi lu, op. cit.*, p. 34.

54. Wu Jingguo, *Aolinpike Zhonghua qing* (Mes jeux Olympiques et le bond de la Chine), Suzhou, Suzhou daxue chubanshe, 2005, p. 65, 205, 206. Wu Jingguo, *Ao yun chang wai de jing ji* (Compétition en coulisse des jeux Olympiques), Taipei, Tianxia yuanjian chuban gufen youxian gongsi, 2001, p. 97-105. Bien qu'il autorisât Taiwan à utiliser « Zhonghua Taibei », Pékin utilisait lui-même « Zhongguo Taibei » dans ses propres médias. Song Shixiong, qui était le premier commentateur sportif de la CCTV se souviendra qu'il écrivait toujours clairement *Zhongguo Taibei* pour être sûr de ne pas se tromper. Comme il l'écrira, bien qu'il n'y ait qu'un seul caractère de différence entre « Zhonghua Taibei » et « Zhongguo Taibei », la différence portait sur une « question majeure » et « ne pouvait pas porter à confusion ». Voir Song Shixiong, *Song Shixiong zishu: Wo de tiyu shi jie yu ying ping chun qiu* (L'histoire de Song Shixiong : mes années au sein du monde sportif et de la télévision), Pékin, Zuo jia chubanshe, 1997, p. 208.

La formule de Taiwan a aussi servi de modèle pour les négociations avec Hong Kong après la rétrocession. Hong Kong fut d'abord accepté comme membre de la famille olympique en 1950, quand c'était encore une colonie britannique. Avec l'approbation de Pékin, Hong Kong maintint son adhésion au mouvement olympique ; deux jours après le retour de la colonie, le 3 juin 1997, Hong Kong et le CIO signèrent un accord qui déclarait : « Le but commun est de permettre au peuple de Hong Kong de continuer à participer aux jeux Olympiques et plus généralement aux compétitions sportives partout dans le monde, comme une entité séparée et indépendante. » Aux termes du nouvel arrangement, le Comité olympique de Hong Kong devait ajouter « Chine » à « Hong Kong » dans la désignation de son comité, en accord avec la Loi fondamentale ; les athlètes de Hong Kong déploieraient le drapeau de la Région autonome spéciale (RAS) en toutes circonstances. L'hymne national chinois serait joué dans les occasions officielles comme le lever du drapeau et les remises de médailles. Selon l'accord, les initiales « HKG » seraient maintenues et l'emblème arborerait la fleur Bauhinia avec les cinq cou-

ronne et les caractères chinois (Zhongguo Xianggang), le tout inscrit dans un cercle suivi de « Hong Kong » avec « China » en dessous⁽⁵⁵⁾.

Juan Samaranch, Président du CIO de 1983 à 2001, se réjouit un jour de la situation trouvée à la question chinoise dans les termes suivants : « nous sommes la seule organisation internationale au monde – sportive ou autre – qui reconnaisse comme membres de plein droit les Comités olympiques nationaux de Taipei et de la République populaire de Chine. » Cependant, en explorant rétrospectivement l'histoire de la question chinoise au CIO, l'organisation n'a pas grand chose dont elle puisse être fière même si, compte tenu de l'abrupte première phase de leurs relations entre 1958 et 1979, il est étonnant de voir comment le CIO et Pékin sont devenus des alliés proches, désireux de favoriser leurs intérêts mutuels dans leur préparation des jeux Olympiques d'été de 2008. Quant à savoir comment les jeux Olympiques de Pékin affecteront la représentation nationale de la Chine, c'est une autre histoire, et seul l'avenir le dira. •

• Traduit par Charlie Buffet

55. Minutes du bureau exécutif du CIO, Lausanne 3-6 septembre 1997.